

## Les régions du Québec : un enjeu national

Depuis le début de son second mandat à la barre de l'Université du Québec, M. Pierre Lucier s'emploie systématiquement à animer la discussion sur la mission et le fonctionnement de notre réseau. Le Président de l'Université du Québec est convaincu comme jamais que les constituantes du réseau ont un rôle majeur à jouer dans le développement ou la revitalisation des régions du Québec. Encore faudrait-il leur en donner les moyens.

Par Rollande Parent

– Vous croyez toujours que les universités en région constituent un moteur essentiel au développement du Québec ?

« L'Université du Québec est en région pour y rester, c'est clair. Elle fait partie des grandes institutions qui font rouler la région sur les plans culturel, social et économique. Il y a aussi cette réussite extraordinaire, non seulement d'y avoir formé l'essentiel des intervenants de ces milieux, mais d'y avoir développé des créneaux de recherche arrimés aux atouts et aux besoins des régions. Essayez d'imaginer ces régions sans université ! C'est comme si vous enleviez un des gros arbres qui tiennent le sol. »

– Après trois décennies, vous voulez que les constituantes de l'Université du Québec, à Trois-Rivières, à Chicoutimi, à Rimouski, en Outaouais et en Abitibi-Témiscamingue non seulement poursuivent, mais accentuent leurs spécificités ?

« Une des possibilités pour ces universités d'attirer des gens d'au-delà de la région est d'avoir, outre le patrimoine académique de base, des centres d'attraction où le leadership à l'échelle nationale et même internationale est reconnu. C'est là le plus puissant attrait. Si vous vous intéressez à l'aluminium, l'Université du Québec à Chicoutimi s'impose; aux pâtes et papier et à l'énergie, c'est celle de Trois-Rivières; aux sciences de la mer, celle de Rimouski; aux mines, c'est en Abitibi-Témiscamingue, où l'on fait par ailleurs des recherches fascinantes sur la douleur. Pour vous spécialiser en informatique des réseaux, vous irez à l'Université du Québec en Outaouais, où l'on offre également le seul baccalauréat en bandes dessinées au Québec. Et ce ne sont là que des exemples. »

– Y a-t-il des façons d'accentuer le mouvement vers les régions, de faire en sorte que les étudiants étrangers et les étudiants québécois s'y inscrivent davantage ?

« Pour accentuer la mobilité étudiante, il faudrait mettre en place des incitations ou moduler divers incitatifs financiers en conséquence. La promotion et le bouche à oreille sont aussi bien importants. »

– Le mode actuel de financement ne pose-t-il pas un problème particulier à l'Université du Québec compte tenu de son déploiement sur l'ensemble du territoire québécois ?

« Il y a des façons pour les universités en région de faire reconnaître davantage leur rôle dans le développement régional. Elles doivent pouvoir contracter avec d'autres ministères que celui de l'Éducation. Sur le terrain, en régions, notre personnel est sollicité par le milieu pour s'engager dans des opérations demandant énergie et ressources, mais que la formule actuelle de financement ne compense pas. Il faudrait être soutenu notamment par le ministère des Régions, de l'Industrie et Commerce, des Ressources naturelles, de la Science, Recherche et Technologie, de même que par les sociétés d'investissement. »

– Comment le réseau peut-il appuyer les gens des régions qui travaillent d'arrache-pied au développement de leur coin de pays ?

« L'Université du Québec fait partie des solutions, et non des problèmes. Quand nous parlons pour les régions, nous ne quémardons donc pas, nous ne nous plaignons pas. Nous mettons les décideurs devant un choix de société qui est majeur, soit celui de les équiper pour qu'elles prennent en charge leur développement. Nous sommes sur le territoire des facteurs de production de savoir, de transfert et d'innovation. »

– La conjoncture actuelle est-elle favorable quant aux projets de développement de l'Université du Québec ?

« Il va y avoir le rendez-vous des régions à l'automne. Et l'approche des élections va sans doute rendre plus de monde sensible. »

– Au cours des dernières semaines, vous avez eu l'occasion de faire valoir vos vues sur plusieurs tribunes au sujet du réseau de l'Université du Québec. Quelle conviction intime vous anime ?

« Il faut que le fonctionnement réseau s'accélère et s'accroisse. Il y a sept ou huit ans, tout le monde s'entendait pour dire qu'il y avait de gros problèmes à Montréal, que le moteur de l'économie était menacé. Les gouvernements y ont mis le paquet et les régions ont participé à l'effort. Je crois que, actuellement, il y a un problème de développement en région, qui appelle la même solidarité. L'enjeu est national et l'Université de Québec peut constituer un élément de la solution. » ■

